MALTA EU2017
PARLIAMENTARY DIMENSION

# Note d'information
# Atelier 2

# Conférence interparlementaire sur la Politique étrangère et de sécurité commune et sur la Politique de sécurité et de défense commune

**26 - 28 avril 2017**
**MALTE**

**Atelier 2 : Combattre la propagande et la guerre de l'information**

Des conflits récents ont généré beaucoup de débats sur l'utilisation et l'efficacité de la guerre hybride: un type de guerre qui pourrait largement combiner des formes de guerres conventionnelles et non conventionnelles, régulières et irrégulières, d'informations ainsi que cybernétique. La guerre de l'information ou la propagande peuvent prendre la forme de messages contradictoires, d'interprétations biaisées par rapport aux événements historiques et de tentatives de déstabilisation politique pour profiter au quotidien de certaines forces politiques. Une telle définition prédit que la guerre hybride est difficile à dissuader avec des moyens classiques, d'autant plus qu'elle est perçue comme une approche par laquelle les acteurs moins ingénieux et puissants ont la possibilité de prévaloir contre les plus puissants.

Comment les pays peuvent-ils se protéger contre de telles méthodes? La dissuasion est plus efficace que la confrontation, et l'investissement dans les défenses en matière de cyber-sécurité est obligatoire au vingt-et-unième siècle. Les partis politiques et les principaux journaux sont désormais des cibles autant que les locaux et les fonctionnaires du gouvernement. Les États membres de l'UE sont fortement encouragés à renforcer leurs capacités pour lutter contre la désinformation et les campagnes de propagande qui atteignent les populations de l'UE et de ses voisins. Les valeurs européennes doivent être plus visibles pour lutter contre cette menace. Les institutions de l'UE doivent reconnaître que la communication stratégique et la guerre de l'information ne sont pas seulement un problème externe à l'UE, mais aussi un problème interne.

Une stratégie de propagande anti-UE et de désinformation par des pays tiers peut prendre diverses formes et impliquer en particulier les médias traditionnels, les réseaux sociaux, les programmes scolaires et les partis politiques, à l'intérieur et au-delà de l'Union européenne. Les

efforts de communication stratégique devraient être considérés comme une priorité et, par conséquent, l'UE devrait émettre ses messages positifs sur ses succès, ses valeurs et ses principes avec détermination. À cet égard, le Plan d'action de l'UE sur la Communication Stratégique appelle à l'approbation et la mise en œuvre de ses recommandations de manière urgente. Les institutions et les autorités compétentes de l'UE devraient surveiller les sources de financement de la propagande anti-européenne et souligner qu'un financement supplémentaire est nécessaire pour soutenir la liberté des médias dans les pays de la politique européenne de voisinage (PEV) dans le cadre des instruments de la démocratie de l'UE.

Il appartient essentiellement à l'UE de continuer à promouvoir activement, par ses actions extérieures, le respect des droits et libertés fondamentaux, y compris la liberté d'expression, la liberté de réunion et d'association, le droit d'accès à l'information et l'indépendance des médias.